

Protocole de Kyoto : y adhérer ou pas ?

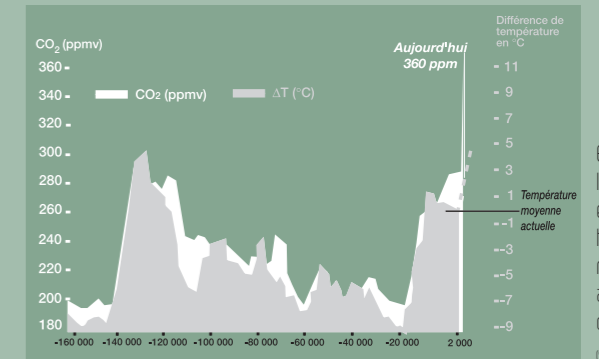
› Un réchauffement climatique inéluctable › Une réduction des gaz à effet de serre seule capable de l'enrayer › Une Europe et une Amérique aux avis divergents alors que l'Asie observe.

Devenu un sujet d'inquiétude mondiale, le réchauffement climatique est à l'origine du protocole de Kyoto, qui vise à l'enrayer de manière significative. Pour autant, si tous s'accordent sur l'urgence du problème, le choix des solutions diffère d'un continent à l'autre. L'Europe a certes ratifié le protocole, convaincu la Russie d'y adhérer en novembre 2004 et créé un marché spécifique de quotas d'émissions, mais le contexte politique de l'Union ne lui a pas permis d'aller au bout de sa logique. De leur côté, les États-Unis, premiers « contributeurs » aux émissions de CO₂ et soucieux de ne pas entraver une croissance économique dynamique, privilégient le développement de nouvelles technologies, dont l'hydrogène. Ils sont par ailleurs, avec l'Australie, à l'origine d'une structure lancée en juillet dernier et baptisée « Partenariat Asie-Pacifique pour un développement propre et pour le climat ». Ce partenariat regroupe autour des deux pays fondateurs la Chine, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud, soit plus de 40 % des émissions de gaz à effet de serre de la planète. ■



Pollution sur la ville de Mexico.

À SAVOIR



Évolution de la concentration en CO₂ et température moyenne à la surface de la Terre. (Source CEA)

Ce qu'impose le protocole de Kyoto

Signé en décembre 1997 par trente pays industrialisés sous l'égide de l'ONU et entré en vigueur en février 2005, le protocole impose une réduction significative des gaz à effet de serre. Il s'agit de gaz émis en majorité par les installations industrielles et de production d'énergie, consommatrices

de combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz). Les pays développés se sont engagés à diminuer, d'ici à 2012, leurs émissions de 5 % par rapport aux niveaux de 1990. Mais, en raison de l'abstention des États-Unis, ces pays ne représentent qu'un tiers des émissions mondiales de gaz carbonique.

Investir massivement dans les technologies innovantes. »



↳ L'avis de Spencer ABRAHAM

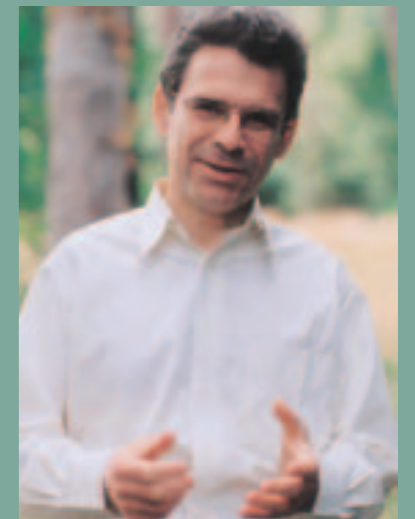
Professeur invité à la Hoover Institution (Stanford Univ.), ancien secrétaire d'État américain à l'énergie (2001-2005).

« L'opposition du Sénat, sous la présidence Clinton, puis celle de l'administration Bush, se fonde sur le constat que les mécanismes retenus par Kyoto et l'absence des pays en développement étaient incompatibles avec les objectifs de croissance économique à long terme, particulièrement aux États-Unis. Rien n'empêcherait, par ailleurs, de délocaliser des industries polluantes vers ces pays en développement... Nous nous sommes donc fixé un objectif très ferme de réduction de "l'intensité" de nos émissions de gaz à effet de serre de 18 % d'ici à 2012, en même temps que nous avons lancé le programme le plus volontariste qui soit au monde dans le domaine de l'hydrogène : le FreedomCAR & Hydrogen Fuel Initiative. Les recherches menées d'ici à 2015 permettront aux industries de l'automobile et de l'énergie de se décider en toute objectivité, à cette date, sur la construction de véhicules et d'infrastructures

relevant de cette technologie. Outre ce programme de 1,7 milliard de dollars, nous avons lancé un programme très agressif en faveur du charbon propre et de la séquestration du CO₂. Nous avons ainsi préféré établir nos propres normes et financer les recherches. En plus de ce que nous faisons sur le plan domestique, nous avons créé, en juin 2003, un forum international sur la séquestration du carbone, auquel participent l'UE, la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil, le Canada, le Mexique... ainsi qu'un partenariat sur l'économie de l'hydrogène, avec ces mêmes pays et d'autres encore. Que ce soient les objectifs de Kyoto ou nos propres objectifs de réduction d'intensité, nous croyons qu'ils ne peuvent être ni atteints, ni durables, sans investir massivement dans les technologies innovantes pour relever le défi des gaz à effet de serre. Et c'est bien ce que fait l'Amérique. » ■

« La conversion de l'Europe aux quotas à Berlin, en 1995, puis à Kyoto, en 1997, est due à la fois à une idéologie antifiscale et à un réflexe diplomatique. La directive européenne de 2004 sur les permis d'émissions est un acte très important. Mais il faut être clair : le gros problème est qu'elle ne concerne pas les transports pour lesquels on ne voit rien venir de vraiment sérieux. Or, l'habitat et les transports représentent à eux deux plus de 70 % des émissions et, dans ce domaine, la technologie ne suffit pas. Il faut jouer sur les taxes, ce que personne n'aime... On s'est donc défaussé sur l'industrie. Cela a été une logique purement politique. L'exemple allemand est également intéressant. Compte tenu de la réunification et de l'intégration d'une Allemagne de l'Est très polluante, il était facile d'annoncer une capacité de réduction de 25 % de leurs émissions de gaz à effet de serre. On a donc pu afficher des objectifs quantifiés très ambitieux, d'autant que l'on pensait que ce serait

peu coûteux. L'Europe a d'ailleurs appliqué cette logique aux États-Unis. En effet, si les Américains exagèrent beaucoup le coût de Kyoto, nous avons, de notre côté, complètement sous-estimé l'effort que cela représentait pour ce pays dont la population augmente et où la croissance économique est beaucoup plus forte que chez nous. Comme ils sont très "intensifs" en carbone, on a pensé qu'il leur serait d'autant plus facile de réduire leurs émissions. Mais leur taux de réduction par rapport aux émissions de base était supérieur aux nôtres et leur capital interne risquait de se dévaloriser. Faute de l'avoir compris, nous n'avons pas fait les concessions à temps. Il n'y a toutefois rien de catastrophique à cela. D'autant que si l'on parvient à entraîner les pays en développement, la position de l'administration américaine pourrait évoluer. » ■



↳ L'avis de Jean-Charles HOURCADE

Directeur du CIREN (Centre international de recherche sur l'environnement et le développement)*.

*Jean-Charles Hourcade est également directeur de recherche au CNRS (Centre national de la recherche scientifique) et directeur d'études à l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales).

Avec les quotas, on s'est défaussé sur l'industrie. »